

DIOCESE OF SAULT STE. MARIE



DIOCÈSE DE SAULT STE-MARIE

**DIOCESAN PARTICULAR LAW
ON LEGAL PUBLICITY**

**LOI PARTICULIÈRE DIOCÉSAINE
SUR LA PUBLICITÉ LÉGALE**

Part I: Official Gazette

Partie 1: La Gazette officielle

1. The Official Gazette of the Diocese of Sault Ste. Marie, published since January 2021, is henceforth the instrument of diocesan government by which the Christian faithful are informed of laws, decrees, summons and other official correspondence and instruments of governance, particularly those which affect the public good.

2. The publication of the Official Gazette is the responsibility of the Chancellor.

3. Each edition of the Official Gazette shall be published once per month, and shall contain:

- a) the full text of General Decrees, General Executory Decrees and Instructions issued in the month of that edition;
- b) the full text of other singular administrative acts issued that month if they pertain to the public good;
- c) the full text of pieces of correspondence issued or received that month if they pertain to the public good;
- d) one or more page of notices of other administrative acts or correspondence for that month if they pertain to the public good;

1. La Gazette officielle du Diocèse de Sault Ste-Marie, publiée depuis janvier 2021, est dorénavant l'instrument du gouvernement diocésain par lequel les fidèles chrétiens sont informés des lois, décrets, convocations et autres correspondances officielles et instruments de gouvernance, particulièrement ceux qui touchent le bien commun.

2. Le chancelier assume la responsabilité de publier la Gazette officielle.

3. Chaque édition de la Gazette officielle est publiée une fois par mois et contient:

- a) le texte intégral des décrets généraux, des décrets généraux exécutoires et des instructions émis/émises au cours du mois de cette édition;
- b) le texte intégral des autres actes administratifs particuliers émis au cours du mois, s'ils touchent le bien commun;
- c) le texte intégral des pièces de correspondance émises ou reçues au cours du mois, si elles ont trait au bien commun;
- d) une ou plusieurs pages d'avis tirées d'autres actes administratifs ou de correspondance pour ce mois, s'il s'agit du bien commun;

e) any special notices required by the Bishop, Vicar-General, Episcopal Vicar, Judicial Vicar or an ecclesiastical judge;

f) a table of contents outlining all of the above.

4. The Official Gazette is to be published no later than the 15th of the month, containing the texts and notices from the previous month. However, if there are only a very few elements for publication in a particular month, and the elements that are indicated are not time-sensitive, the Chancellor may defer them and publish a bi-monthly edition of the Official Gazette the following month.

5. The contents of an edition of the Official Gazette will be validated by the Moderator of the Curia prior to its publication.

6. Upon its publication, the Official Gazette is to be distributed:

a) in paper form to:

- i. the Vicar-General and Episcopal Vicar(s);
- ii. the members of the Presbyteral Council;
- iii. the members of the College of Consultors;
- iv. the members of the Pastoral Council;
- v. the members of the Finance Council;
- vi. the Regional Chairs;
- vii. the Superiors of institutes of consecrated life having a house in the diocese;
- viii. the Archbishop of Kingston;
- ix. the Bishops of the neighbouring Roman Catholic Dioceses;

e) tout avis spécial requis par l'évêque, le vicaire général, le vicaire épiscopal, le vicaire judiciaire ou un juge ecclésiastique;

f) une table des matières décrivant tout ce qui précède.

4. La Gazette officielle doit être publiée au plus tard le 15^e jour du mois, et contenir les textes et avis du mois précédent. Toutefois, s'il n'y a que très peu d'éléments à publier au cours d'un mois donné, et que les éléments indiqués ne sont pas assujetties à des contraintes de temps, le chancelier peut les reporter et publier le mois suivant une édition bimensuelle de la Gazette officielle.

5. Le contenu d'une édition de la Gazette officielle sera validé par le Modérateur de la Curie avant la publication.

6. Dès sa publication, la Gazette officielle doit être distribuée:

a) sur papier, aux personnes suivantes:

- i. le vicaire général et le vicaire épiscopal ou les vicaires épiscopaux;
- ii. les membres du Conseil presbytéral;
- iii. les membres du Collège des consultants;
- iv. les membres du Conseil pastoral;
- v. les membres du Conseil des finances;
- vi. les présidents régionaux;
- vii. les Supérieurs des instituts de vie consacrée ayant une maison dans le diocèse;
- viii. l'archevêque de Kingston;
- ix. les évêques des diocèses catholiques romains voisins;

x. the Bishop of any Eastern Catholic Eparchy with a presence in the Diocese of Sault Ste. Marie;

xi. the Executive Minister of the Canadian Shield Regional Council of the United Church of Canada;

xii. the Anglican Archbishop of Algoma.

b) in electronic form to:

i. all those who receive a paper copy;

ii. all Priests and Deacons incardinated in the Diocese of Sault Ste. Marie, and all those currently ministering in the diocese by mandate of the Bishop;

iii. all members of the Diocesan Order of Service;

iv. the Chair and Director of Education of each Catholic school board whose head office is in the Diocese of Sault Ste. Marie.

7. The Chancellor shall establish a system by which an individual may subscribe to the electronic form of the Official Gazette, and by which that person may cease their subscription.

8. The Chancellor shall ensure that the Official Gazette is publicly available in a dedicated section of the website of the Diocese of Sault Ste. Marie.

9. An annual compilation of the Official Gazette is to be printed and bound for archival purposes. Copies may be given to other archives and libraries.

x. l'évêque de toute éparchie catholique orientale ayant une présence dans le Diocèse de Sault Ste-Marie;

xi. le ministre exécutif du Conseil régional du Bouclier canadien de l'Église unie du Canada;

xii. l'archevêque anglican d'Algoma.

b) sous forme électronique, aux personnes suivantes:

i. tous ceux qui reçoivent une copie sur papier;

ii. tous les prêtres et les diacres incardinés dans le Diocèse de Sault Ste-Marie et tous ceux qui exercent actuellement un ministère dans le diocèse sur mandat de l'évêque;

iii. tous les membres de l'Ordre diocésain de service;

iv. le président et le directeur de l'éducation de chaque Conseil scolaire catholique dont le siège social se trouve dans le Diocèse de Sault Ste-Marie.

7. Le chancelier établit un système par lequel une personne peut s'abonner à la Gazette officielle sous forme électronique et par lequel cette personne peut mettre fin à son abonnement.

8. Le chancelier veillera à ce que la Gazette officielle soit accessible au public dans une section réservée à cet effet sur le site Web du Diocèse de Sault Ste-Marie.

9. Une compilation annuelle de la Gazette officielle doit être imprimée et reliée à des fins d'archivage. Des copies peuvent être remises à d'autres archives et bibliothèques.

10. Publication of a document or notice in the Official Gazette has the following effects in canon law:

- a) any General Decree, General Executive Decree or Instruction published in the Official Gazette shall be considered as having been formally promulgated (cf. canon 8 §2);
- b) any person who is summoned to receive or hear a decree via a notice published in the Official Gazette is considered to have been “properly summoned” as per canon 56 of the Code of Canon Law;
- c) unless the statutes exclude it, a person or group of persons may be summoned to a diocesan synod or other meeting of a diocesan body or public juridic person subject to the diocesan Bishop via a notice published in the Official Gazette;
- d) a judge may decree that, due to the impossibility of using other means, notification of a particular judicial act shall be made by means of a notice published in the Official Gazette (cf. canon 1509 §1).

11. The date of electronic distribution of the Official Gazette shall be the exact initial date for the purpose of the computation of time.

Part II: Register of Diocesan Ordinances

12. The Chancellor is charged with maintaining a Register of Diocesan Ordinances.

13. A diocesan ordinance is any diocesan ecclesiastical law, General Decree, General Executory Decree, Instruction, or set of statutes approved by the Diocesan Bishop.

10. La publication d'un document dans la Gazette officielle a les effets suivants en droit canonique:

- a) tout décret général, tout décret exécutif général ou toute instruction publiés dans la Gazette officielle sont considérés comme ayant été formellement promulgués (cf. canon 8 §2);
- b) toute personne convoquée pour recevoir ou entendre un décret par le biais d'un avis publié dans la Gazette officielle est considérée comme ayant été « dûment convoquée », conformément au canon 56 du Code de droit canonique;
- c) à moins que les statuts ne l'excluent, une personne ou un groupe de personnes peut être convoqué à un synode diocésain ou à une autre réunion d'un organe diocésain ou d'une personne juridique publique soumise à l'évêque diocésain par un avis publié dans la Gazette officielle;
- c) un juge peut décréter que, en raison de l'impossibilité d'utiliser d'autres moyens, la notification d'un acte judiciaire particulier se fera au moyen d'un avis publié dans la Gazette officielle (cf. canon 1509 §1).

11. La date de distribution électronique de la Gazette officielle sera la date initiale exacte aux fins de calcul du temps.

Partie II: Ordonnances diocésaines

12. Le chancelier est chargé de tenir un registre des ordonnances diocésaines.

13. Une ordonnance diocésaine est toute loi ecclésiastique diocésaine, tout décret général, tout décret exécutoire général, toute instruction ou tout ensemble de statuts approuvés par l'évêque diocésain.

14. Upon its promulgation, unless it merely amends or abrogates an existing ordinance, a diocesan ordinance is to be entered into the Register of Diocesan Ordinances.

15. Each entry in the Register of Diocesan Ordinances is to contain the following information:

- a) the name of the ordinance;
- b) a title and chapter number by which the ordinance may be referenced;
- c) the date of the decree by which the ordinance was promulgated, as well as the protocol number or, in its absence, other useful identifying information;
- d) a listing of all further ordinances which enacted other ordinances amending or abrogating the one referred to in the entry, with their dates and protocol numbers (or other useful identifying information);
- e) a consolidated version of the ordinance, which incorporates any and all amendments and abrogations into the text of the original ordinance;
- f) in the case of diocesan ecclesiastical laws, a listing of any General Executory Decree or Instructions related to the underlying law.

16. If a new diocesan ordinance amends or abrogates an existing one, the Chancellor will make the appropriate update in the entry of the ordinance amended or abrogated. The Chancellor will also update the consolidated version of the ordinance being amended or abrogated.

14. Une ordonnance diocésaine doit être inscrite au registre des ordonnances diocésaines dès sa promulgation, à moins qu'elle ne fasse que modifier ou abroger une ordonnance existante.

15. Chaque entrée dans le registre des ordonnances diocésaines doit contenir les informations suivantes:

- a) le nom de l'ordonnance;
- b) un titre et un numéro de chapitre par lesquels on peut faire référence à l'ordonnance;
- c) la date à laquelle l'ordonnance a été promulguée, ainsi que le numéro du protocole ou, à défaut, d'autres données d'identification utiles;
- d) une liste de toutes les ordonnances subséquentes promulguant d'autres ordonnances qui modifient ou abrogent celle qui est mentionnée dans l'entrée, incluant leurs dates et leurs numéros de protocole (ou toute autre donnée d'identification);
- e) une version consolidée de l'ordonnance, qui incorpore au texte de l'ordonnance originale tous les amendements et toutes abrogations;
- f) dans le cas des lois ecclésiastiques diocésaines, une liste des décrets exécutoires généraux ou des instructions qui ont trait à la loi sous-jacente.

16. Si une nouvelle ordonnance diocésaine modifie ou abroge une ordonnance existante, le chancelier fera la mise à jour appropriée dans l'entrée de l'ordonnance modifiée ou abrogée. Le chancelier mettra également à jour la version consolidée de l'ordonnance modifiée ou abrogée.

17. If a General Executory Decree or Instruction is issued pertaining to a diocesan ecclesiastical law, the Chancellor will update the entry of the underlying law.

18. The Chancellor will make available a publicly accessible web page with the electronic version of the Register of Diocesan Ordinances.

19. Unless otherwise indicated, any diocesan ordinance issued in more than one language is equally valid in all its linguistic versions, with each version assisting in the interpretation of the other.

17. Si un décret exécutoire général ou une instruction est émis/émise au sujet d'une loi ecclésiastique diocésaine, le chancelier mettra à jour l'entrée de la loi sous-jacente.

18. Le chancelier affichera sur une page web accessible au public la version électronique du registre des ordonnances diocésaines.

19. Sauf indication contraire, toute ordonnance diocésaine publiée dans plus d'une langue est également valide dans toutes ses versions linguistiques, chacune des versions aidant à l'interprétation de l'autre.